

l'époque, alors que j'agissais comme secrétaire du ministère. Il y avait, d'un côté, le premier ministre, l'hon. Mackenzie King, inquiet des manœuvres des grandes puissances; de l'autre, des hommes comme MM. Saint-Laurent, Ilsley et Claxton, qui étaient persuadés que le Canada devait faire de son mieux pour permettre aux Nations Unies de jouer un rôle efficace sur le plan international. M. Pearson, alors sous-secrétaire d'État, joua dans l'ombre un rôle très habile en trouvant un compromis acceptable pour tous, après que de sérieuses divergences d'opinions, profondément ressenties, eurent divisé le Cabinet. Après les élections en Corée du Sud, surveillées par cette Commission temporaire des Nations Unies, le Canada n'a fait partie d'aucune autre Commission de l'ONU sur la Corée.

Lorsque, le 25 juin 1950, la Corée du Nord envahit la Corée du Sud, M. Pearson ne croyait pas que les États-Unis interviendraient militairement, parce que, encore au mois de janvier de cette année, M. Dean Acheson avait déclaré publiquement que la Corée était située hors du périmètre de défense des États-Unis dans le Pacifique. Mais le président Truman considéra l'invasion comme une menace conçue ou autorisée par l'URSS visant à éprouver la résistance du monde occidental. M. Stairs soutient que les États-Unis décidèrent d'intervenir d'abord, puis de réclamer le soutien des Nations Unies, ce qu'ils réussirent à obtenir fortuitement parce que l'URSS boycottait alors le Conseil de sécurité. Il ajoute qu'en obtenant l'appui des Nations Unies à leur politique et en sollicitant le soutien moral et maté-

riel de leurs alliés, les Américains s'exposaient cependant à une série de pressions et de contraintes de l'extérieur».

Le thème central de l'ouvrage de M. Stairs figure à la page 303, où il déclare que «les responsables canadiens ont tenté de maximiser le rôle des Nations Unies dans la politique de la guerre de Corée comme moyen d'imposer des contraintes multilatérales à l'exercice de la puissance américaine».

Dans un chapitre final bien conçu, M. Stairs expose un certain nombre de solutions analytiques qui pourraient s'appliquer à ce dossier historique. Dans la première d'entre elles, il montre comment M. Pearson a agi sans contrainte aucune dans la diplomatie de la guerre de Corée. Il critique le discours que M. Pearson a prononcé devant l'Assemblée générale le 27 septembre 1951, qualifiant ses arguments en faveur de la réunification de la Corée d'«ambitieux, belliqueux et contradictoires». Il blâme également M. Pearson pour avoir voté en faveur d'une résolution de l'Assemblée, le 7 octobre, au sujet de la réunification de la Corée, et montre comment ce dernier fit marche arrière par la suite. Toutefois le livre, dans son ensemble, démontre à souhait l'habileté de M. Pearson en tant que diplomate.

A tous ceux qui s'intéressent aux aspects de la politique canadienne aux Nations Unies et qui cherchent des solutions aux problèmes de sécurité internationale, nous recommandons la lecture de l'ouvrage de M. Stairs.

The Diplomacy of Constraint, par Denis Stairs, Toronto, University of Toronto Press, 1974.

Au revoir et bienvenue!

Monsieur E. R. Bellemare a abandonné la direction de *Perspectives internationales* (édition française) pour prendre une retraite bien méritée après 26 années de service dans la diplomatie canadienne. C'est Louis Balthazar qui lui succède à compter du présent numéro. M. Balthazar, Ph.D. (Harvard), est professeur agrégé au Département de science politique de l'Université Laval de Québec. Il a été directeur de ce Département de 1970 à 1973. Professeur invité, pour l'année en cours, au Collège Glendon de l'Université York à Toronto, il est aussi associé à plusieurs activités du Centre québécois de relations internationales.

Murray Goldblatt, qui a occupé depuis les débuts la fonction de directeur de la rédaction de *International Perspectives*, a dû également abandonner son poste en août dernier. Après 23 ans de journalisme, M. Goldblatt va enrichir de son expérience l'École de journalisme de l'Université Carleton. Alex Inglis lui a succédé à compter du numéro de septembre-octobre. Le nouveau directeur a été associé au ministère des Affaires extérieures de 1968 à 1971 en qualité d'historien résident. Durant les trois dernières années, il a travaillé aux mémoires du très honorable Lester B. Pearson, d'abord en tant qu'attaché de recherche puis comme rédacteur adjoint.